

Paris le 14 Octobre 1986

N/Réf : VM/ML/3009

- . Aux président d'AGE
- . Aux secrétaires à l'organ.
- . Aux membres du BN

Chers Camarades,

Le prochain COLLECTIF NATIONAL se tiendra les

SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 OCTOBRE 1986

à 9 heures

à la Bourse du Travail, cité administrative de PANTIN

Métro : HOCHE

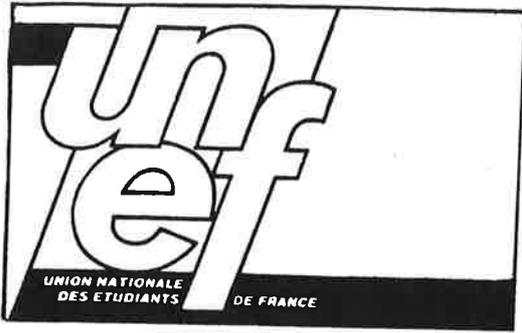
Les perspectives qui s'offrent à l'université pour cette année ne sont pas nouvelles. Les résultats que nous connaissons aujourd'hui sont les aboutissements de projets antérieurs à la rentrée 86/87. Nous faisons ce constat en juin/juillet au moment de l'accueil, mais depuis les choses avancent. Nous gagnons sur certains points, comme les inscriptions sur Paris et son assemblée de rentrée. A Bordeaux nous faisons des adhésions partout. A Nantes, nous sommes acteurs et participants d'une manifestation. A Saint-Etienne on organise une journée de renforcement.

Nous sommes dans une période où nous répondons aux attaques à tous les niveaux. Nous mettons les étudiants devant leurs responsabilités et ils les prennent.

Tout cela mérite que l'on en discute, c'est pour cela que je pense que ta participation et celle de ton AGE à ce collectif national est indispensable.

Vincent MARKIDES

PS : Confirme ta présence par téléphone.



COLLECTIF NATIONAL

18 ET 19 OCTOBRE 1986

A PANTIN

RAPPORT PRESENTE PAR

PATRICE LECLERC

PRESIDENT DE L'UNEF

COLLECTIF NATIONAL DES 18 ET 19 OCTOBRE 1986

Nous voilà entrés dans l'année universitaire 1986/1987. Nouvelle année universitaire pas si nouvelle que ça. Aujourd'hui plus que jamais, la nécessité de réussir ses études est primordiale. Réussir ne devrait pas constituer un luxe, or, cela se paye très cher au propre comme au figuré. La nécessité de s'organiser est désormais devenue une exigence incontestable pour ceux qui désirent mieux étudier pour être mieux formés. Pour tous les jeunes, un emploi stable devient une véritable obsession. Nous refusons des études précaires pour un emploi précaire.

L'addition est lourde, non pas seulement par le prix élevé des inscriptions, mais aussi par les sacrifices qui ne donnent jamais la récompense à la hauteur de ce qui nous revient de droit.

Nous avons le droit d'étudier dans de bonnes conditions, le droit aussi à des études formatrices, le droit à un diplôme reconnu pour un métier qualifié. Mais certains ont, vis à vis de nous, des devoirs. L'Etat et l'université ont le devoir de former de plus en plus de jeunes de toutes catégories sociales. Quelque soit leur bac, tous les jeunes bacheliers ont le droit de s'inscrire dans l'université de leur choix, dans la filière de leur choix. L'Etat a le devoir d'aider financièrement tous ceux qui en ont besoin, sans distinction.

Tout cela ne devrait pas se discuter, c'est dans l'intérêt du pays, c'est la vocation première de l'université avec la recherche. La recherche justement parlons-en. Elle est dans l'université l'atout indispensable à la progression de l'économie nationale au développement social du pays.

Or, dans le projet de loi de finance 87, dans le poste du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, la section recherche est en baisse de 4,1 % par rapport à 1986. Plus loin encore, les crédits consacrés à l'agence nationale pour la valorisation de la recherche sont en baisse de 36,6 %. Toutes ces mesures ne peuvent en aucun cas conduire au redressement du pays, bien au contraire, ces mesures contribuent à l'aggravation de la crise dans l'enseignement supérieur notamment.

Comment dans ces conditions, ne pas réagir au 19,25 % de plus consacrés au ministère de la défense nationale. Serait-il possible qu'aujourd'hui, à l'heure où l'on parle de paix universelle, la France soit à la traîne sur ce qui constitue pour nous une nécessité ; la paix mondiale et investisse plus pour surarmer le pays que pour former les futurs cadres du pays ? Nous ne pouvons pas rester inactifs. c'est pourquoi nous vous proposons d'agir dans le sens de la paix dans la semaine du 24 au 30 Octobre 1986, qui a été déclarée par l'ONU comme semaine pour le désarmement.

La baisse des crédits consacrés à l'enseignement public dans notre pays accroît l'analphabétisme. Nous ne pouvons pas rester insensibles à ce phénomène. Les petits boulots bien en vue dans la période, consisteraient par exemple pour les étudiants, à devenir des écrivains publics comme cela existait au 18ème siècle.

Une question se pose à nouveau : les étudiants sont-ils des privilégiés comme on veut le faire croire ? Non, ce n'est pas un privilège que de pouvoir étudier en bonne santé. Dois-je rappeler qu'étudier en bonne santé, c'est manger à sa faim tous les jours, c'est être loger convenablement, c'est pouvoir se soigner quand on en a besoin pas quand on en a les moyens.

Alors soyons sérieux, peut-on imaginer qu'un jour tous les bacheliers aient leur place à l'université ? Est-ce qu'un jour il y aura assez de chambres en cité universitaire pour tous ceux qui en font la demande ? Verra t-on un jour des bourses versées le 1er septembre de l'année universitaire ?

Le besoin de formation nécessite tous ces acquis. Pourtant si je m'en tiens à la définition, bien des universités usurpent leurs titres. Ainsi, à Nantes on refuse 130 bacheliers à l'entrée de l'université parce qu'ils n'ont pas le bon bac ; dans cette même ville, on organise des années préparatoires pour certains DEUG. Le même problème s'était posé à Villeta-neuse en juillet où l'entrée du DEUG d'économie était refusée au bac G. C'est la pression des élus de l'UNEF et la force du syndicat sur l'UER qui a fait reculer la direction. Pourtant rien ne nous dit que cela ne se reproduira pas l'an prochain.

A Nice on sélectionne à l'entrée des formations par l'argent avec des droits d'inscription variant entre 500 et 900 Frs. A Paris IV on fait payer une taxe pour les étudiants en retard d'inscription de 550 Frs appelée montants compensatoires. A Marseille on fait payer aux étudiants de sciences économie comme frais exceptionnels, 500 Frs pour le 1er cycle et 1.000 Frs pour les seconds cycles. Partout dans les filières scientifiques, on paie des droits de TP entre 100 et 200 Frs. Mr CHEVENEMENT disait en son temps : **"il faut que les universités trouvent des sources de financement autres que les fonds publics"**.

Il semblerait qu'avec l'aide du projet DEVAQUET, elles les ont trouvées. Redoubler d'ingéniosité pour les présidents d'université, ça peut vouloir dire cela.

Nous devons avoir conscience de ce qui se passe et le faire savoir à tous : enseignants comme étudiants. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans une mauvaise passe pour l'université. Toutes les mesures néfastes qui sont prises actuellement ne sont pas passagères, elles sont là pour durer. C'est une destruction complète de l'enseignement supérieur qui est entreprise actuellement.

En effet, c'est bien sûr une logique très cohérente que reposent toutes les attaques que nous vivons en cette rentrée dans chaque université.:

* Si on se permet de faire de la surenchère à Bordeaux II en faisant payer aux étudiants 535 Frs de droits d'inscription alors que Mr DEVAQUET sous notre contrainte les avait fixés à 450 Frs pour toute cette année, c'est bien parce que le président d'université de Bordeaux II raisonne déjà en fonction du projet de loi de son cher ministre des universités qui permettra à chaque université de fixer elle-même, en toute autonomie - je dirais plutôt en toute indépendance - le montant de ses droits d'inscription.

* On pourrait en dire autant à Paris IV ou à Marseille (en sciences économie).

* Si on supprime 100 dossiers d'AES lors des inscriptions à TOLBIAC, si on sélectionne par des tests d'évaluation à BREST les bacheliers pour l'entrée en 1ère année de LEA, si on refuse à BORDEAUX I en sciences les bacheliers de série A, c'est bien parce qu'avec le projet de loi DEVAQUET, les présidents de ces universités sont assurés que bientôt ils pourront déterminer eux-mêmes en toute liberté leurs capacités d'accueil et leurs modalités d'accès en 1ère année de 1er cycle universitaire : ce qui remet en cause, de fait, le bac comme premier grade universitaire et l'accès du bachelier dans l'université et la filière de son choix.

* Si à LYON II, en sciences po, il n'y a que 300 postes pour 1.200 candidats; si à BORDEAUX I seulement 160 étudiants ont été admis en licence d'informatique en prenant le soin d'évincer les étrangers; si enfin, en médecine on diminue encore le nombre de postes au concours de fin de 1ère année, alors que les besoins en médecins dans le pays se font de plus en plus grands, tout cela est bien en réponse au projet DEVAQUET qui va instituer la sélection à tous les niveaux et particulièrement entre chaque cycle.

* Si on paie la sécurité sociale étudiante 190 Frs de plus que l'an dernier, si le manque de locaux se fait cruellement ressentir partout en cette rentrée, que ce soit par les TD surchargés ou l'absence de salles de travail dans la faculté, si on nous fait payer en plus des droits de TP et de laboratoires, si il manque tel professeur dans telle formation à la rentrée et si enfin il n'existe aucun polycopié dans telle matière pour telle année, c'est bien parce que l'état a décidé de se désinvestir financièrement de plus en plus dangereusement de l'enseignement supérieur public que ce soit en supprimant sa cotisation de 31 milliards de centimes au régime de la sécurité sociale étudiante en novembre 1985 ou en réduisant en peau de chagrin dans la loi de finance 1986, les budgets des universités qui ne se gênent pas aujourd'hui, fortes du projet DEVAQUET qui les rendra autonomes financièrement, pour faire payer aux étudiants la quasi totalité de leur formation.

On comprend mieux ainsi pourquoi le nombre de boursiers n'a pas augmenté depuis plusieurs années, pourquoi les maintiens de bourses sont refusés aux redoublants et de façon quasi systématique et pourquoi l'état ne daigne plus programmer pour l'avenir la construction de nouvelles cités universitaires.

Oui, l'objectif est bien clair : on le perçoit au travers de chaque attaque que nous subissons en cette rentrée. Il vise à former une élite très restreinte d'étudiants qui auront eu les moyens de payer leur formation très chère et qui auront su franchir tous les obstacles de la sélection organisée tout au long de leur cursus pour déboucher sur un emploi qui correspondra au créneau hyperspécialisé que veut développer le patronat local pour une durée aussi limitée que le sera la rentabilité du marché correspondant. Et pour les autres, ce sera la précarité avec un grand P qui se traduira par les petits boulots à la SEGUIN, l'ANPE, les TUC, les PIL (pour les plus de 25 ans) et autres réjouissances de ce genre qu'on offre aux futurs diplômés de l'université.

Décidément, qu'on la prenne par tous les bouts, cette rentrée 86/87 est bien celle de la dégradation sans précédent de nos conditions de notre droit à étudier, pourtant encore constitutionnel.

A ce propos, les attaques à la démocratie à l'université, l'arbitraire et l'autoritarisme que nous impose l'administration des facultés, viennent compléter le tableau pour en renforcer la logique : ainsi à Saint Maur, la doyenne de la faculté de droit interdit à l'UNEF le tournage d'un film dans la faculté, prévu pour une émission télévisée sur FR 3. Tout était prévu pourtant : les caméras et réalisateurs s'étaient déplacés et il a fallu aller jusqu'à sequestrer cette doyenne réactionnaire pour obtenir que ce reportage d'un quart d'heure sur l'UNEF puisse être réalisé en vue d'être retransmis sur FR 3 le 14 novembre prochain !

On comprend en effet que cette directrice de l'UFR de droit de Saint Maur où l'UNEF a repris la faculté à l'UNI aux dernières élections universitaires, aurait préféré qu'on ne parle pas surtout des étudiants qui luttent, débattent et agissent avec l'UNEF à l'université. Ça aurait été la suite logique du projet DEVAQUET qui veut réduire 0 15 % la proportion de représentants étudiants dans les conseils d'administration et à 10 % d'étudiants de 3ème cycle dans les CS.

Car bien sûr, DEVAQUET et les universités ont besoin pour faire avancer leur logique dans les faits, d'étudiants isolés, déboussolés, craintifs, voire anxieux, divisés, désinformés (ça n'est pas pour rien qu'on ne nous informe pas sur les possibilités d'exonération des droits d'inscription); d'étudiants mis devant le fait accompli, dans l'obligation d'encaisser chaque coup sans broncher.

C'est à tout cela qu'il nous faut riposter en cette rentrée pour élever le niveau de la bataille revendicative sur chaque attaque et afin d'en faire apprécier à chaque fois la globalité aux étudiants.

Déjà, face à cette situation, l'UNEF avec ses AGE, est de plus en plus à l'initiative pour faire débattre, rassembler, agir et s'organiser les étudiants. Depuis maintenant plus d'un an, nous nous posons de plus en plus à l'université comme la seule force syndicale déterminée à agir; depuis plus d'un an nos actions s'amplifient, permettent de rassembler un plus grand nombre d'étudiants dans nos luttes sur chaque question.

De la manifestation du 3 Mai 1985 **"on n'est pas des pigeons"** contre les hausses des droits d'inscription, les circulaires racistes Joxe et Massot, pour le libre choix des facultés pour les bacheliers, contre les suppressions de diplômes aux actions de tous niveaux organisées par nos AGE aujourd'hui, en passant par les manifestations et journées nationales d'action de mai et juin, ça bouge progressivement dans le paysage des luttes à l'université.

Nous arrivons progressivement à modifier la situation par la multiplication des actions grandes ou petites, portées par l'UNEF, la résonance des propositions d'actions tendent à devenir de plus en plus nette. Pour preuve en cette rentrée, l'écho important que nous rencontrons chez les étudiants lorsque sur une question bien précise qui les touche au plus près nous leur proposons d'agir, de se syndiquer, de gagner sur leurs revendications. Bien sûr, les choses ne vont pas toutes seules. L'Union Nationale, ses militants et militantes doivent effectivement "mettre le paquet" et ne pas lésiner sur les efforts à déployer pour expliquer, clarifier, rassembler, organiser les étudiants sans lâcher pris sur le corps à corps dans chaque amphithéâtre et la lutte collective.

Par notre travail acharné, notre détermination, face au cumul des difficultés que rencontrent les étudiants pour étudier et le mécontentement qu'il entraîne, les potentialités sont énormes pour le développement des actions revendicatives, l'organisation des étudiants dans leur syndicat : l'UNEF.

Agir ou subir, telle est bien l'alternative centrale de la situation et elle se pose avec force quelque soit les formations, les niveaux d'études, les universités. Pas un seul étudiant de Nice ou de Lille, riche ou pauvre, français ou étranger, ne se trouve pas confronté à cette réalité.

Certe, les étudiants des milieux les plus défavorisés sont ceux qui rencontrent le plus de barrages, ceux qui peuvent être certains d'être le plus attaqué dans un des droits les plus fondamentaux de la constitution : le droit aux études.

Précarité des études, de l'emploi, sélection sociale et arbitraire, désinvestissement de l'Etat dans nos formations, nos universités, casse de la recherche, déqualification, attaque à la démocratie ... personne n'est épargné, personne n'est marqué du sceau du privilège, de l'assurance de réussir ses études en entrant à la faculté.

Face à cette situation nous aurions tort de relâcher notre démarche de débat, de discussion avec les intéressés eux-mêmes pour déterminer précisément le contenu, les objectifs, les formes et le niveau de la lutte.

Définition du contenu des formes des luttes avec les étudiants, être porteur de leurs revendications, être l'élément moteur des luttes par notre détermination et notre volonté d'organiser les étudiants, c'est bien cela le contenu responsable de l'activité du syndicat, le gage de notre efficacité. C'est bien cela qui nous permet d'aligner des acquis importants tant sur les reculs du gouvernement sur la libération des droits d'inscription, la notion de quorum dans le projet de loi, les saccages aux examens empêché dans certaines facultés, la construction d'une faculté de médecine à Saint Etienne, la défense des optionnels à Rennes, les droits d'inscription à Marseille, la non fermeture pour le moment à la cité universitaire de Créteil, l'inscription de tous les bacheliers en lettres, sciences humaines à Paris, que sur une modification sensible du climat idéologique dans nos facultés avec partout où l'on agit un recul des idées rétrogrades, une avancée de la perception de la force que représente les étudiants rassemblés, organisés.

Quelque soit la question, à chaque fois que le syndicat n'intervient pas, nous laissons la brèche ouverte à toutes attaques. Et les attaques, nous l'avons vu, ça ne manque pas !

A partir de l'analyse de la situation universitaire, des rapports de force, des potentialités qui s'ouvrent au syndicat, le dernier Collectif National de l'UNEF a défini deux grands objectifs :

- empêcher le projet de loi Devaquet d'être voté et appliqué;
- gagner le réinvestissement de l'Etat, notamment avec le vote du budget 1987.

Deux grands objectifs de luttes qui articulent toutes les luttes revendicatives, qui passent par le développement important des actions dans chaque université.

Nous le disions au dernier Collectif National : **"Nous devons tirer les leçons de l'expérience. Tout montre qu'il nous faut nous attaquer résolument à tout ce qui constitue le projet de loi, tout ce qui porte atteinte à nos conditions de vie et d'études. Nous savons que rien ne bougera dans le bon sens si nous ne bougeons pas, bien au contraire!"**

Il nous faut donc aujourd'hui, à partir de notre expérience de la situation, réfléchir, débattre et prendre les décisions sur notre bataille revendicative nationale qui soient les plus efficaces possibles.

Il nous faut nous doter de tous les moyens pour intensifier les luttes, leur donner une cohésion nationale qui donnera à l'Union Nationale la force nécessaire pour gagner, imposer nos propositions.

A notre dernier Conseil National, nous avons décidé d'agir sur plusieurs axes de luttes que je ne développerai pas (cf. dernier CN) comme

- . l'exonération des droits d'inscription;
- . la mensualisation, le maintien, l'augmentation du nombre et du taux des bourses;
- . empêcher les numérisés;
- . gagner le réinvestissement de l'état dans notre sécurité sociale;

Déjà plusieurs AGE se sont saisies d'une ou plusieurs de ces revendications et mènent des actions sur ces questions précisément ou plus locale. Chacune de ces actions doivent s'intensifier, doivent être une pierre de plus au mur que nous dressons contre les attaques portées à notre droit aux études, une pierre de plus pour améliorer nos conditions de vie et d'études.

Pour ne pas remonter trop loin dans le temps, rappelons-nous les luttes et surtout la démarche nationale qui a été mise en oeuvre en mai et juin pour faire reculer Devaquet sur la libération des droits d'inscription. Ce qui a été déterminant dans cette bataille, c'est la multiplication des actions dans toutes les universités sur des questions propres à chaque faculté : sélection-hausses, limitation des capacités d'accueil, problème de photocopies, racisme et notre capacité à rythmer les luttes nationalement, les coordonnées pour en élever le niveau, leur donner plus de force faculté par faculté, pour donner plus de force à l'Union Nationale, pour imposer nos revendications au ministère.

Rappelez-vous la décision que nous avons prise de rythmer nos luttes, de les intensifier avec les différentes journées nationales d'actions, avait permis à toutes les AGE, quelque soit le sujet et le niveau de leur intervention de se retrouver dans des luttes d'ampleur nationale, d'en démarrer et de les poursuivre jusqu'au bout.

Il s'agit pour nous, membre du collectif national de l'UNEF, de procéder de la même démarche aujourd'hui pour la progression et l'intensification des luttes étudiantes dans chaque faculté et nationalement.

Nous l'avons souvent noté à différents Collectifs Nationaux, la situation est grave, beaucoup de choses se jouent, il est de notre responsabilité de doter le syndicat, les étudiants de la stratégie la plus efficace qui nous permettra le plus rapidement possible, le plus durablement d'être à la hauteur des attaques.

En ce sens, beaucoup de choses, d'actions commencent à se développer, des échéances s'approchent comme le passage du projet de la loi au Sénat vers les 23-24 Octobre et le vote de la loi de finance vers le 4 Novembre. Tout cela nécessite d'élever le niveau de notre intervention. Il s'agit pour nous de nous servir des luttes en mai-juin et juillet, des actions menées à tout niveau en cette rentrée pour passer la vitesse supérieure.

Aucun préalable, aucun frein ne doit être mis au développement des luttes à l'université. Ce ne sont ni les enseignants avec leur syndicat, ni les personnels, ni une quelconque force sociale autre que l'UNEF qui organisera les étudiants et leur action. Chacun à sa place, chacun organise sa catégorie. Toutes les convergences de lutte sur des objectifs revendicatifs clairs et précis peuvent et doivent se développer, mais en aucun cas doivent être le préalable à l'action des étudiants. Nous en avons fait l'expérience en mai et juin. Attendre que les intersyndicales, que d'autres que les étudiants interviennent aurait été suicidaire. Nous n'avons attendu personne pour lutter et cela a payé : tant par notre démonstration sur les possibilités de gagner, que par notre capacité à organiser plus et mieux les étudiants.

Contrairement à l'UID en mal d'interventions, nous n'attendons pas une grande journée d'action interprofessionnelle, décidée par d'autres pour développer l'intervention des étudiants et se saisir de la mobilisation d'autres catégories pour crier victoire. C'est notre analyse, notre orientation, notre démarche syndicale qui nous conduit à penser que seule l'action continue, quotidienne des étudiants est efficace pour changer l'université. Nous le savons, ce ne sont pas des flambées éphémères, des actions non suivies, et non décidées par les étudiants qui sont efficaces. Bien au contraire.

.../...

Pour autant, nous ne sommes pas coupés du reste de la communauté universitaire, enseignants, étudiants, personnels, chercheurs. Nous avons des intérêts communs à défendre et promouvoir. A chaque fois que cela est possible, sur des objectifs clairs, précis, définis avec les étudiants, les convergences d'actions doivent être développées. Lorsqu'il y a convergence, il y a action de part et d'autre. Elle n'est ni un but ni une fin mais bien la rencontre de différentes catégories sur des objectifs communs, une étape de l'action.

Les deux axes de luttes fixés nationalement : empêcher le projet de loi d'être voté et appliqué et gagner un meilleur budget 87 regroupent toutes les luttes qui peuvent être menées dans chaque université.

Il ne s'agit pas pour les AGE de lutter sur toutes les questions en même temps : sécurité sociale, bourses, budget, loi, exonérations, transport, santé etc ... mais bien de prendre la question la plus sensible dans la faculté pour la développer. C'est bien le cumul des initiatives des AGE qui donnera la globalité de l'intervention de l'UNEF. Pour autant il ne s'agit pas pour nous de revoir en baisse notre objectif, bien au contraire. Chaque AGE doit coordonner les luttes dans chacune des UER, veiller à leur développement, au rassemblement croissant des étudiants..

En ce sens, le Bureau National a décidé de développer toutes les luttes menées aujourd'hui et de faire de la semaine du 20 au 25 octobre une grande semaine d'information, de débat et d'actions.

Cette semaine nationale d'actions doit constituer pour l'UNEF, pour chaque AGE un formidable tremplin pour élever le niveau et l'intensité de la bataille revendicative en cette rentrée. Sur chaque attaque portant atteinte à notre droit aux études, ce, dans l'objectif de créer progressivement, jour après jour, dans les universités et dans le pays un rapport de force de plus en plus favorable.

C'est cette graduation des luttes et de l'intervention du syndicat qui nous permettra au terme de cette semaine d'actions, d'arriver en position de force pour mettre en échec le projet Devaquet dans son ensemble et gagner plus de moyens pour l'enseignement supérieur dans le budget 87 qui restent nos deux grands objectifs.

Nous devons à ce sujet, accorder une importance toute particulière dans la période à la question des moyens dont vont disposer les universités par le vote du budget 87 à l'Assemblée Nationale.

En effet, une échéance législative s'impose à nous : celle du 4 Novembre, jour de la discussion à l'Assemblée Nationale du budget de l'Education Nationale. Cela exige que tout un travail de préparation dans le débat et l'action avec les ♦♦ effectué avec de plus en plus de force et d'ampleur pour que le 4 Novembre, les revendications et les luttes menées par l'UNEF sur la question des moyens pour étudier ne passent pas sous silence.

Cela revêt une importance toute particulière quand on sait que bon nombre des difficultés de la rentrée sont directement liées à des problèmes budgétaires. C'est pourquoi, le Bureau National propose que la semaine nationale d'action aboutisse à trois journées de luttes dans toute la France sur le thème du réinvestissement de l'Etat dans notre formation les 28-29 et 30 octobre. Ces trois journées d'action de fin octobre peuvent nous permettre de créer une réelle convergence des luttes de chaque faculté avant le vote du budget 87 à l'AN. Tout cela nécessite bien sûr, de mettre les bouchées doubles, de franchir un cap dans la bataille revendicative pour être à hauteur des attaques portées à nos études, mais nous n'avons pas le choix : c'est la progression continue, ininterrompue des luttes et actions du syndicat associant toujours plus d'étudiants qui nous permettra d'atteindre notre objectif, que ce soit pour la semaine nationale d'information, de débat et d'action, du 20 au 25 octobre ou les 3 jours d'action pour le réinvestissement de l'Etat dans notre formation.

Pour cela, le Bureau National a décidé de mettre les moyens du syndicat à la hauteur des enjeux. C'est tout d'abord :

.../...

♦♦ étudiants ait été ...

* **L'affiche et la carte pétition** sur la sécurité sociale QUI DOIVENT NOUS PERMETTRE DE MOBILISER TOUS LES ETUDIANTS SUR CETTE QUESTION ET DE LES FAIRE S'ENGAGER TOUS POUR LE R2INVES- TISSEMENT DE L'Etat dans le régime de sécurité sociale étudiante. Mesurons bien l'enjeu de cette bataille qui ne s'achèvera pas d'ailleurs, le 4 Novembre, car notre pression, nos luttes successives progressant toutes l'année universitaire peuvent pousser le gouvernement à convoquer un collectif budgétaire susceptible de modifier une décision prise lors du vote de la loi de finances 87 à l'Assemblée Nationale. C'est de longue haleine qu'il nous faut mener et qui doit s'intensifier jour après jour. Chaque étudiant est concerné par cette ques- tion ou presque, de notre détermination et du niveau de nos luttes allant crescendo dépendra notre capacité à ne pas se reprendre un an de désengagement financier de l'Etat sur la sécu- rité sociale. On a vu l'an dernier, les conséquences désastreuses que cela a eu sur nos frais d'inscription et la santé de chacun ... On ne peut pas laisser passer cela une seconde fois..

* **Le Campus**, c'est le journal de rentrée du syndicat. Il nous permet de faire apprécier à chaque étudiant la globalité de la situation en cette rentrée, de faire le lien entre chaque difficulté vécue dans un TD, un amphithéâtre avec le projet de loi Devaquet et de faire per- cevoir tout de suite la nécessité de s'organiser dans l'UNEF pour riposter à chaque attaque portée à nos études.

C'est un matériel de qualité et riche dont vous allez disposer dans vos AGE dès la semaine prochaine. Cela doit nous permettre d'amplifier les luttes, de porter la bataille revendica- tive à la hauteur des enjeux, des besoins et des échéances qui approchent. Cela doit être ainsi l'occasion pour nous, à chaque fois, de collecter auprès de chaque étudiant pour qu'il s'engage financièrement, à soutenir notre action et de lui proposer de rejoindre l'UNEF im- médiatement pour donner plus de force encore aux luttes revendicatives qu'il entend mener avec nous.

Partout collons l'affiche sur la sécurité sociale, intervenons en amphithéâtre, au restaurant universitaire, dans les cités, faisons signer massivement la carte pétition en collectant pour l'envoyer au ministère, organisons des débats sur la santé des étudiants, leur protec- tion sociale et faisons grandir le mouvement dans chaque université. Commençons cela dès lundi.

* **Le badge sur les bourses**, participe de la même logique comme par ailleurs le badge, l'UNEF exigeant plus de moyens pour l'enseignement public.

Cet investissement matériel doit nous permettre de mettre le climat dès cette rentrée à la hauteur des enjeux, de faire s'engager des centaines de milliers d'étudiants sur ces problèmes cruciaux de l'aide sociale directe et de la réduction intolérable des moyens accor- dés aux universités.

L'ORGANISATION

Ces objectifs vont donc rythmer notre bataille contre le projet de loi Devaquet et le budget 87. Ils appellent conjointement un développement des luttes revendicatives et des capacités de notre organisation à les mener. Les deux semaines d'action que le Bureau National a déci- dé de tenir, s'inscrivent parfaitement dans ce processus ambitieux. Ambitieux sans aucuns doutes : car c'est aller à contre courant de toutes les opinions exprimées dont les médias se sont fait l'écho (conférence des présidents d'université, rapport du Comité National d'Eva- luation, entre autre.)

Cependant, tout montre aujourd'hui que nous avons les moyens de réussir. Depuis le dernier Collectif National - à la mi-septembre - et notamment dans la dernière période - l'UNEF, au travers de ses AGE a marqué un net regain d'activités : en nombre et en qualité. Cela se ma- nifeste par une progression dans la présence du syndicat sur les facultés.

Là où les chaînes et les rencontres ont été tenues, des luttes ont pu très tôt être engagées (même si elles ont connu des sorts divers) Je ne reviendrai pas sur l'exemple de la FAGIF en juillet.

A Jussieu, 60 étudiants en licence biochimie, interdits de redoublement ou triplement sont alliés en délégation avec l'UNEF chez le vice-président de la faculté pour obtenir leur réintégration. A Tolbiac, l'AGE se bat pour que l'université assure la formation de 250 étudiants en géographie qui sont jugés : **"en sur-effectif !"**. A Villetaneuse, une lutte est menée avec des étudiants salariés sur des questions de photocopies. A Orléans, c'est un TD en entier qui va demander les dossiers d'exonération des droits d'inscription. A Rennes II, une dizaine d'étudiants en sociologie en font de même. Au terme des rentrées des 1ère années, c'est plus de 1.600 Frs que l'AGEUR a collecté auprès des étudiants.

D'autres exemples existent encore? Certes, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Y compris dans ces AGE où l'activité est quasi continue depuis mai-juin, des lacunes persistent. Nous allons encore trop peu voir les années supérieures et nous réduisons trop systématiquement notre intervention aux endroits où nous sommes traditionnellement.

Mais, et c'est peut-être ce qu'il y a de plus encourageant, d'autres perspectives pour commencer à lutter sans attendre - où que l'on soit - existent.

Depuis le début de l'année, nous faisons une constatation : nous ne sommes pas partout à la hauteur des attaques qui sont portées. **Cela est toujours vrai même si cela commence à bouger.** Mais une autre constatation doit être faite: nous ne sommes pas non plus à la hauteur de l'attente des étudiants. Plusieurs AGE, là aussi, ont montré que nos potentialités de mobilisation sont grandes. A Nice, les chaînes n'ont pas été tenues. Les rentrées se sont effectuées sans que l'AGE n'intervienne. Sur la base d'une initiative en faculté de sciences sur les droits d'inscription (de 500 à 800 Frs dans cette université) les copains réunissent 30 étudiants en AG, décident d'intervenir dans les amphithéâtres pour envahir le secrétariat de la faculté. C'est 200 étudiants qui participeront à cette action. C'est en deux jours, 40 adhésions ou remises de cartes qui sont réalisées. C'est enfin une journée de grève prévue le 23 Octobre pour **contraindre l'université à rentrer dans la légalité** quant au montant des droits.

Ce sont dans des secteurs aussi spécifiques que Archi, INALCO ou bien EPS où l'UNEF était inexistante sinon groupusculaire où des progrès dans notre présence ont lieu. Le congrès avait mis l'accent sur les faiblesses chroniques du syndicat dans ces endroits. Six mois plus tard, les associations d'Archi et INALCO vivent, se développent.

Ainsi même, si je le répète, tout n'est pas parfait, loin de là, l'UNEF dans son ensemble progresse. La multiplication des luttes permet aux AGE de se renforcer : Rennes a d'ores et déjà doublé son chiffre d'organisations de juin dernier. L'idée des luttes parisiennes dans leur globalité sortent consolidées des luttes de cet été. Car au-delà du souci majeur de hausser le ton sur la bataille revendicative parce que la situation l'exige, les directions d'AGE doivent constamment faire attention à construire et organiser les associations pour que nos luttes soient menées à leur terme.

Dans ce cadre, il est impératif de lier les deux aspects du problème : développer immédiatement les luttes et organiser les étudiants, c'est-à-dire construire les associations, les renforcer. En un mot, il faut faire **"rentrer l'organisation"**. Il faut sans tarder libérer toutes nos forces capitalisées durant les chaînes, les rentrées et même durant tout l'an dernier : je veux parler de nos acquis (de notre expérience des luttes donc) et de nos adhérents.

Pour engager tout de suite, sur des questions précises, notre bataille, la faire progresser par le biais de la semaine du 20 au 25 puis les 3 jours contre le budget, il faut se servir de tous nos adhérents, en partant des amphithéâtres où ils étudient et des difficultés qu'ils connaissent. Nous ne gagnerons rien de durable, que ce soit sur les droits d'inscription, les bourses ou la sécurité sociale, sur nos formations, si dans chaque TD ou amphithéâtre un travail de fond n'est pas fait : informer, provoquer le débat, privilégier l'intervention des étudiants. Cela exige donc partout d'avoir des étudiants syndiqués, qui décident des luttes du syndicat à mener dans son amphithéâtre. Cela exige aussi des délégués de TD ou d'amphithéâtre partout et dans toutes les années.

A Jussieu, ils ont été élus sur la base des conditions d'études dans l'amphithéâtre. C'est un moyen efficace dont se dotent les étudiants pour intervenir dans leurs affaires à l'heure où tant de coups bas sont perpétrés contre la démocratie et la représentativité étudiante à l'université. En ce sens, ils peuvent être une bonne illustration de l'importance des élus étudiants. Le délégué de TD ou d'amphithéâtre, c'est aussi par les liens qu'il cultive entre l'association UNEF de l'UER et les étudiants un moteur pour l'action : il permet une meilleure information, il organise la riposte de l'amphithéâtre.

Dans le même temps, son rôle ne doit pas se cautionner dans un aspect seulement "scolaire". Informer les étudiants sur leurs droits, c'est son rôle aussi. Et dans chaque TD, il y a 10 % d'étudiants qui ont droit d'être exonéré. Trop peu d'AGE ont des délégués d'amphithéâtres ou de TD. Pourtant, dans la période, ils sont un élément essentiel pour réussir nos objectifs. Durant toute l'année, ils seront déterminants sur des questions telles que les formations ou l'aide sociale.

Faire rentrer l'organisation, c'est aussi insister sur la remise de la carte à l'ancien adhérent. Trop souvent, on fait l'impasse sur cet aspect de la bataille de l'organisation. Pourtant, par son expérience du syndicat ou de la faculté, l'ancien adhérent est le facteur d'une stabilité de l'organisation, le garant d'une continuité dans l'activité de l'AGE ou de l'association. Enfin, notre insuffisante présence parmi les années supérieures fait de ces "anciens" la pièce centrale de notre intervention dans ces endroits.

Avec la semaine du 20 au 25 Octobre et les trois jours pour le réengagement financier de l'Etat dans les universités, avec toutes les luttes qui seront à mener, on voit que les AGE et les associations ne pourront se passer du moindre adhérent. Si la bataille revendicative doit commencer tout de suite, quel est le meilleur moyen pour intégrer le plus grand nombre de nos adhérents dans la vie de l'UNEF, en même temps elle appelle de la part de notre organisation à toujours plus et mieux intervenir. Elargir notre champ d'intervention, concerner tous nos adhérents dans notre activité, cela signifie que des assemblées générales de rentrées de l'UNEF doivent se tenir partout. Ces AG d'étudiants syndiqués doivent contribuer à impulser les luttes engagées, à les faire converger toutes. Elles doivent aussi préparer les batailles futures. Tout ceci s'inscrivant dans une progression au niveau des revendications et de la mobilisation des étudiants.

Les assemblées générales seront ainsi le tremplin de chaque AGE pour son développement, pour ses implantations nouvelles. Trop souvent les étudiants de certaines filières (IUT par exemple) ou de certains cycles n'ont pas encore vu nos dirigeants d'AGE. C'est autant de moins pour l'efficacité de notre action, la justesse de notre analyse. Ces AG de rentrées devront permettre de corriger ces tendances.

Avec ce schéma "idéal" que je viens de tracer : **luttes** orga. → **AG** orga. + forte → **luttes**, il y a des AGE qui ne s'y retrouveront pas forcément. Les luttes ont du mal à éclore, elles sont même inexistantes. Le syndicat est affaibli etc ... Pourtant, là aussi, l'AG de rentrée demeure le moyen de rassembler les forces du moment. Il s'agit de gagner un à un les copains de l'AGE à la bataille revendicative sur des réalités de leur faculté, amphithéâtre, TD, cité ou restaurant universitaire. Les assemblées générales peuvent être des secteurs de la lutte. Il n'y a ni préalable ni ordre chronologique entre les luttes et les AG. Tout est fonction de l'université, de l'état de l'organisation. Mais que l'on n'oublie rien : ni des exigences de la situation, ni des potentialités qui existent chez les étudiants.

En soi, les AG de rentrée sont de la même nature que la semaine du 20 au 25 Octobre ou que les trois jours du budget : un catalyseur pour nos revendications. Elle représente un objectif à tenir. La repousser, la renvoyer aux calendes, c'est un peu comme si nous tenions les trois jours sur le budget fin novembre, un mois après le vote ! Ce serait inefficace.

Les assemblées générales sont un **moyen** pour développer les luttes. En aucun cas elles sont le but de l'UNEF pour l'époque. Et c'est plus ce qui en sortira que e nombre qu'on y sera qui est important. Cela va demander un effort particulier de chaque direction d'AGE quant à leur préparation. Cela signifie que **tous** les adhérents soient convoqués à temps et par écrit à l'AG. A ce sujet, il faut en finir avec les courriers laconiques qui n'indiquent que le jour, l'heure et le lieu de la réunion. Une AG de rentrée, cela se prépare par un bulletin reprenant toute l'analyse nationale et locale de la situation universitaire et donnant des perspectives d'actions aux syndiqués. Ce qui nécessite d'en avoir discuté dans les bureaux d'AGE, les collectifs d'AGE et les réunions d'associations que nous devons tenir avec régularité.

Réussir ces AG de rentrée c'est donner à chaque adhérent la détermination à ne pas subir.

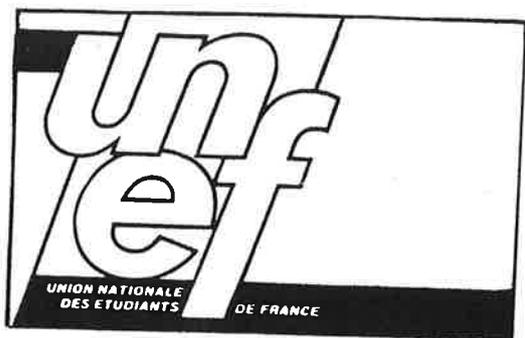
.../...

Avec la semaine du 20 au 25 octobre, puis avec les trois jours pour gagner le réinvestissement de l'Etat dans l'enseignement supérieur, l'Union Nationale des Etudiants de France continue les luttes qu'elle a engagé depuis le 71ème congrès.

Il est bien certain qu'à la fin du mois d'octobre, tout ne sera ni gagné ni perdu. Abattre le projet de loi Devaquet, c'est abattre toutes ses manifestations concrètes qui se font jour déjà dans nos facultés. A chaque moment de l'année - et notamment lors des examens ou des projets d'habilitation - nous aurons à nous en défendre. L'élitisme est trop le caractère fondamental de l'université française pour que ses nombreux adeptes soient rendus muets même si d'aventure la loi serait retirée.

Gagner le réinvestissement financier de l'Etat, c'est le gagner dans nos études, dans nos conditions de vie (en cité universitaire, par les bourses ...) Et là encore, cela suppose que tout ne s'arrêtera pas le 30 Octobre. L'enjeu essentiel aujourd'hui est d'élever le niveau des luttes, en ne négligeant aucun acquis - si petit soit-il - qui nous permettra d'avancer, de graduer notre action en se servant des deux grandes initiatives du mois d'octobre, d'organiser et de renforcer l'UNEF dans la perspective des batailles à venir, à continuer à élever le niveau des luttes, l'impact de nos revendications.

Aujourd'hui nous avons des décisions importantes à prendre qui peuvent nous offrir des perspectives d'actions importantes, de renforcer considérablement notre organisation. Nous avons à y travailler, des potentialités existent, à nous de les exploiter.



COLLECTIF NATIONAL
18 ET 19 OCTOBRE 1986
A PANTIN

Rapport présenté par
Laurence COLLIN,
Membre du B.N.

RAPPORT AIDE SOCIALE

Etre étudiant aujourd'hui, ça n'est pas simple. Ne serait-ce que pendant ces quatre dernières années nous avons noté une accélération des attaques à notre droit aux études et à un emploi. Toutes les mesures prises ces derniers temps, les objectifs visés par le projet de loi Devaquet poussent au développement de la sélection de tout genre, d'extraction d'une élite très restreinte. En ce sens, l'aide sociale joue un rôle important dans cette politique, si aujourd'hui nous connaissons des attaques importantes, des remises en cause de l'aide sociale, c'est bien parce que c'est un enjeu pour la politique universitaire du pouvoir, un moyen d'arriver à ses fins. S'attaquer à nos formations, à notre droit aux études nécessite pour Devaquet de s'attaquer à tout ce qui nous permet d'étudier dans de meilleures conditions. Et cette politique n'est pas coupée du reste du pays, l'attaque à notre droit aux études, à la santé participe bien d'une même volonté : précariser nos études, habituer les étudiants à l'incertitude face à l'avenir, à l'insécurité, à la débrouille. Alors que l'Etat s'attaque à la sécurité sociale des travailleurs, remet en cause les conventions médicales, les taux de remboursement, nous avons fait les frais l'an passé de la suppression de la subvention de l'Etat dans notre régime de sécurité - 306 millions de francs.

Dans le même temps en 1985, le gouvernement en place s'attaque aux mutuelles avec le nouveau code de la mutualité permettant l'introduction d'assurances privées concurrençant les mutuelles. Plus on sera malade, plus on paiera : c'est le système bonus-malus qui règnera. Où est le droit à une protection sociale ?

L'Etat se désinvestit de nos formations, nos universités et accompagne ce désinvestissement par celui de l'aide sociale, de notre protection sociale. Il tente d'imposer dans les faits la non-reconnaissance d'une aide aux étudiants sur critères sociaux pour imposer des critères de mérite : étrange similitude avec la volonté du CNPF de déréglementer les salaires des cadres pour imposer des salaires sur mérite. C'est cela qu'il vise avec l'application dans les faits de la suppression des bourses en cas de redoublement. C'est dans les faits, imposer des critères de mérite et supprimer les critères sociaux. L'Etat, en ne donnant pas les moyens suffisants à une politique de développement des bourses, entraîne une politique universitaire de reproduction des élites, remet en cause l'efficacité des bourses données aujourd'hui vue leur insuffisance.

Toute l'aide sociale directe ou indirecte, notre droit à la santé est remis en cause insidieusement pan par pan. Le gouvernement s'attaque à chaque élément qui constitue l'aide sociale pour faire la démonstration que cela ne sert à rien, avant de pouvoir oser en supprimer la notion même. C'est ainsi qu'il privatise les restaurants universitaires, ne construit plus et laisse se dégrader les cités universitaires, que les services des CROUS sont moribonds, attaque après attaque et rend complètement incohérent et inefficace l'aide sociale en France.

Je vais rapidement revenir sur comment et pourquoi un développement important de l'aide sociale ? C'est à la Libération qu'apparaît en France une réelle politique d'aide sociale aux étudiants. L'effort de reconstruction, les grands idéaux de la Résistance qui trouvent un écho massif dans la population française d'alors amènent l'Etat à prendre des mesures permettant d'assurer une bonne formation :

- création des oeuvres universitaires en 1945;
- les droits d'inscription sont définis comme devant être symboliques dans la loi de 1948 portant engagement financier de l'Etat.

L'UNEF, dans sa charte de Grenoble, considère à cette époque l'étudiant comme un jeune travailleur en formation dont la protection sociale et la formation sont assurées par l'Etat. La MNEF, mutuelle étudiante publique est créée à son initiative.

L'histoire de l'aide sociale suit très précisément celle de l'engagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur. Pour faire face au développement de l'économie (entreprises et services), l'Etat préconise une politique visant à intégrer toujours plus de jeunes dans l'enseignement supérieur. Financement accru des universités se conjugue avec aide sociale.

De 1950 à 1969, l'université passe de 142.000 à près de 650.000 étudiants. Cette multiplication par sept du nombre des étudiants s'accompagne d'une formidable batterie de mesures d'aide sociale. La plus spectaculaire demeurant la construction de la quasi totalité des cités universitaires qui existent aujourd'hui.

.../...

Ce qui démontre bien que aide sociale et formation des étudiants vont bien de pair.

Cependant, si les oeuvres universitaires sont un service public, elles ne participent que d'une stratégie "interventionniste" de l'Etat dans tous les domaines de l'économie parce que la conjoncture de croissance en France l'oblige.

Depuis 1970, la tendance s'inverse. Avec la crise économique qui commence, c'est un besoin moindre en diplômés qui progressivement prédomine. L'aide sociale, créée pour permettre l'accès à un plus grand nombre d'étudiants, perd de sa raison d'être dans l'optique de l'Etat. Des attaques lui sont alors portées.

Notons encore qu'elle sont simultanées à un désengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur :

- l'arrêt des constructions de cités universitaires et la crise du logement étudiant;
- la rupture de la parité Etat-étudiant dans le prix du ticket de restaurant universitaire en 1983;
- abandon de la subvention à la sécurité sociale.

De la même manière, la MNEF, qui n'a plus le monopole mutualiste depuis la création des SMER (sociétés mutualistes étudiantes régionales privées) dans les années 1960, pratique de plus en plus une politique d'assurance privée avec les systèmes multicotisations.

Aujourd'hui l'université n'étant pas considéré comme un service public par le gouvernement (projet de loi Devaquet), tombe de plus en plus sous la coupe des entreprises privées. Avec la réduction globale des débouchés, des filières se restructurent, disparaissent même.

En un mot "il y a trop de diplômés", de l'avis du CNPF qui propose de passer de 200.000 diplômés issus de l'enseignement supérieur par an en 1985 à 56.000 pour 1990.

Dans ce contexte, réinvestir pour former mieux et plus n'est plus la priorité de l'Etat. L'aide sociale devient même un obstacle à la mise en place d'une politique adaptée aux besoins du patronat. Les attaques qu'elle subit sont alors éclairées par un jour nouveau.

L'étudiant n'est pas un simple usager ni un consommateur dans la société. Il est un potentiel futur un investissement pour le pays. Aujourd'hui, dans la perspective de former une élite, l'aide sociale est mise à l'écart de toute réforme.

AIDE SOCIALE DIRECTE

Ce sont les bourses, le FSU, les prêts d'honneur qui représentaient en 85/86, 1.760.000.000 de francs dans le budget de l'éducation nationale.

AIDE SOCIALE INDIRECTE

Ce sont les oeuvres universitaires (personnel, moyens de fonctionnement, service de liaison étudiant entreprise) et jusqu'en 1985, la subvention à la sécurité sociale étudiante et à la médecine préventive.

L'aide sociale n'est qu'une partie du patrimoine de la communauté universitaire. Elle est un service public irremplaçable qui doit être développé, au même titre que l'ensemble de nos formations.

Le service de liaison étudiants-entreprises, outil public qui avait pour rôle de nous aider pour une recherche d'emploi est actuellement laissé pour compte par l'Etat.

D'autre part, la dégradation des services des CROUS est aussi dû à la suppression d'emploi et à l'embauche de TUC dans les restaurants universitaires. L'élément majeur de la casse des oeuvres est le désengagement financier de l'Etat tant au niveau de l'aide directe qu'indirecte.

Ceci est d'autant plus logique que la casse des oeuvres universitaires est un des moyens de sélectionner et de former une élite entre autre, autour de deux axes : la notion de rentabilité et la précarité.

L'idée de rentabilité des oeuvres universitaires s'appuie sur une réalité vécue par les étudiants et qui trouve sa place aujourd'hui dans le climat actuel de démantèlement du service public où l'on nous fait la démonstration que la seule issue à la crise est la privatisation.

En effet, l'aide sociale ne répond pas aux aspirations de qualité, de diversité des étudiants nécessaire pour la réussite de nos études. La privatisation est apparue comme une solution pour en finir avec les déficits chroniques des CROUS, conséquence des choix faits par l'administration :

- * par exemple, la mise en place de chaînes à supplément dans les restaurants universitaires;
- * la privatisation de certains domaines (le gardiennage)

Le deuxième axe de destruction des oeuvres universitaires est la précarité dans nos études :

- * c'est la salariat de plus en plus important avec la suppression des MISE et le développement de TUC. C'est aussi un nombre croissant d'étudiants qui connaît les petits boulots avec comme seule perspective d'emploi après nos études, ces mêmes petits boulots.

La remise en cause de notre système d'aide sociale remet en cause notre statut d'étudiant. Définissant un étudiant comme un jeune en formation, sans ressource, l'UNEF doit réaffirmer pourquoi l'aide sociale est un enjeu pour notre formation. Avoir une bonne formation à l'université et réussir ses études, nécessite de bonnes conditions de vie.

Etudier aujourd'hui avec comme seule ressource, une bourse de 1.000 Frs par mois qui de plus est versée en janvier pour la première fois, quand on connaît le prix d'une rentrée universitaire, voilà ce que l'on nous propose aujourd'hui.

C'est une bonne formation que nous voulons. Lutter contre l'échec et l'abandon, c'est améliorer les restaurants universitaires, lutter pour la construction de nouvelles cités universitaires, gagner l'exonération des droits d'inscription, enfin c'est développer l'aide sociale non pas dans le sens de la rentabilité et de la précarité, mais bien dans le sens d'une amélioration pour tous de notre formation.

L'aide sociale est un atout déterminant dans le bon déroulement de nos études. La possibilité d'être logé sur notre lieu d'étude, de se nourrir convenablement chaque jour sans avoir à payer des prix exorbitants, sont des aides qui ne peuvent pas nous être retirées sans que cela représente un handicap énorme pour notre avenir. Il en va de même pour ce qui est de notre droit à la santé. La qualité de notre formation ne peut pas être dissociée de la qualité et du développement de l'aide sociale.

L'aide sociale est un atout pour des milliers d'étudiants. Elle est un facteur de diminution des problèmes matériels des étudiants, elle est un outil dans la lutte contre la sélection sociale, pour l'amélioration de nos formations. S'attaquer à l'aide sociale c'est empêcher une grande masse d'étudiants d'accéder à l'université, c'est s'attaquer au développement du pays. Partout il faut former plus d'étudiants et mieux. L'accès à l'université doit être ouvert à tous les bacheliers. Demandons les moyens d'être tous formés, mieux formés. Cela nécessite un investissement important de l'Etat dans nos formations. Exigeons-le.

C'est pourquoi j'en arrive à la bataille revendicative. En décidant d'une semaine d'information et d'actions du 20 au 25 Octobre 1986, de 3 journées nationales d'actions, l'Union Nationale place la barre à la hauteur des coups portés, en particulier dans le domaine de l'aide sociale.

La mise en place du projet de loi Devaquet passe par exemple par le non-maintien des bourses. Celles-ci n'étaient plus attribuées sur critères sociaux, mais sur critères de mérite.

Le Collectif National de septembre a décidé d'axes revendicatifs pour agir qui sont :

- les bourses;
- la santé, regroupant mutuelle et sécurité sociale étudiante;
- les cités universitaires, les restaurants universitaires;
- services du CROUS.

Sur les bourses, le Bureau National a décidé le tirage d'un autocollant sur les thèmes : maintien, revalorisation, mensualisation des bourses et d'une pétition nationale. Et bien, retournons en cité universitaire, organisons un porte à porte, discutons avec les résidents sur cette question. Une cité universitaire où le badge sur les bourses est collé sur toutes les portes, à tous les étages, c'est déjà une cité universitaire qui lutte. Un résident a qui on fait signer la pétition et auquel on demande de la faire signer, c'est son TD qui la signe, c'est un TD qui lutte, sans négliger la collecte.

Commençons à lutter avec les étudiants directement touchés, ensuite élargissons le mouvement. A Grenoble, à Lyon, les bourses sont mensualisées. Gagnons la mensualisation partout ailleurs. En 1982, le gouvernement nous a prouvé qu'il était possible d'augmenter et de revaloriser les bourses, exigeons-le aujourd'hui. Déracinons le projet Devaquet à la base, gagnons le maintien pour les redoublants.

Sortons les recteurs de leur train train quotidien. Les luttes de juillet sur Paris l'on monté. Lorsque le rapport de force est suffisant et lorsque nous sommes déterminés à gagner, ces hommes là reculent, nous gagnons.

L'an dernier, lors du désengagement financier de l'Etat dans le régime de la sécurité sociale étudiante, nous n'avons pas gagné son réinvestissement entre autre pour une raison de détermination. Pourtant nous avons à cette époque, informés et commencés des actions dans plusieurs AGE. Aujourd'hui, il est de notre responsabilité de poursuivre, de lutter pour exiger le réinvestissement de l'Etat. Nous ne partons pas de zéro, il nous faut continuer informer, à agir.

L'affiche et la carte pétition doivent être utilisées comme support pour faire grandir le mouvement. La carte pétition en soi, ne nous servira à rien. De la même façon que la pétition sur les bourses celle-ci doit nous permettre d'intervenir en priorité là où nous avons déjà l'an dernier soulevé le problème.

Quant à l'affiche, utilisons-là avec l'affiche sur la syndicalisation. La nécessité de s'organiser et de se syndiquer sera d'autant mieux ressenti par les étudiants. Dans la lutte nous devons syndiquer massivement. Nous devons exiger de la part des sections locales de la MNEF, une prise de position de celle-ci sur le réinvestissement de l'Etat et une participation active à nos actions. La MNEF gère une grosse partie de la sécurité sociale étudiante, en aucun cas ce service mutualiste doit rester coupé de la réalité. De même, notre droit à la santé a été remis en cause par des mesures prises par la MNEF, aggravant la sélection sociale - cotisations à plusieurs vitesses.

Nous devons exiger le retour à la cotisation unique, le remboursement par le CROUS de la mutuelle pour les boursiers. L'augmentation importante des cotisations entraîne une baisse du nombre de mutualistes. Nous devons dans le même temps que nous exigeons le réinvestissement de l'Etat dans la sécurité sociale, mener une campagne sur la mutuelle. Agir et lutter c'est la santé, alors, n'hésitons pas.

Une meilleure prise en compte de l'aide sociale dans notre activité quotidienne nécessite de notre part une organisation à la hauteur qui maîtrise la situation, capable de rythmer la bataille revendicative au fil des semaines. D'autant que des échéances électorales vont bientôt se faire jour : élections au Conseil de Résidence et au Conseil d'Administration des CROUS.

Ces élections peuvent faire partie intégrante de la graduation de la bataille revendicative et nous servir d'étape pour faire grandir le mouvement étudiant. Dans les cités universitaires, l'administration tente de réduire le rôle de la participation étudiante à une simple question de gestion de crédit culturel, évinçant ainsi toute intervention syndicale sur l'enjeu de l'aide sociale pour la réussite des études. Or, nous avons les moyens au contraire de rassembler et d'organiser les résidents pour la défense de leurs droits aux études et pour le réinvestissement de l'Etat dans un système cohérent d'aide sociale.

Les résidents en cité universitaire représente 10 % des étudiants: Comme les autres, leur organisation revêt une importance capitale à la fois sur leur lieu d'études avec l'association UNEF et sur leur lieu de vie avec leur association FRUF. Les deux associations ont grand intérêt à intervenir ensemble et à créer des convergences de luttes communes, non comme un préalable à l'action, mais comme une étape de plus dans l'action.

Que les résidents s'organisent là où la FRUF n'existe pas est de notre responsabilité, que la FRUF se développe là où elle existe aussi. C'est une question de logique par rapport aux décisions prises au 71ème congrès concernant l'organisation massive des étudiants.

Les premiers conseils de résidences vont avoir lieu dans un mois. Déposer dans toutes les cités des listes "solidarité étudiante" soutenues par la FRUF est une des conditions sine qua non du développement des luttes en cité universitaire; du développement du rapport de force en faveur des étudiants.

Une seconde étape électorale de la bataille revendicative sera la tenue des élections au Conseil d'Administration des CROUS. Les dernières élections remontent à Décembre 1982. Cela fait maintenant quatre ans que les étudiants ne se sont plus exprimés par leur bulletin de vote sur les oeuvres universitaires. Depuis 2 ans, les élections sont repoussées. Le ministère avait assuré leurs tenues cette année, mais alors que déjà deux CROUS, celui d'Aix-Marseille et celui de Créteil avaient fixé les dates d'élections dans la semaine du 17 au 21 Novembre 1986, le ministère a envoyé un télex dans tous les CROUS annulant et reportant ultérieurement la tenue d'élections de la modification des conseils. Une fois encore on tente de bafouer la démocratie.

Des élections au CROUS doivent avoir lieu dans toute la France, le même jour, dans toutes les académies et ce dans la première quinzaine de Décembre. Le syndicat doit se battre en tant que tel sur la tenue de ces élections car elles relèvent de la même démarche que la bataille revendicative dans l'élévation du niveau d'intervention des étudiants. Gagner la tenue des élections c'est une question de démocratie. Gagner leurs tenues dans toutes les académies le même jour, c'est placer à la hauteur l'enjeu que représente l'aide sociale pour notre formation. Aujourd'hui l'aide sociale va de pair avec la politique de désengagement financier de l'Etat. Voter dans toute la France le même jour, c'est placer le débat nationalement sur des questions cruciales, c'est surtout la garantie d'une campagne nationale à laquelle il faudra bien que le gouvernement réponde. Les étudiants ont besoin que leurs forces s'expriment sur le développement de la protection sociale et la reconnaissance du statut d'étudiant. Imaginons la cinglante giffle au projet Devaquet une fois que ce débat aura lieu dans le pays.

Enfin, gagner les élections début Décembre c'est avoir des élus le plus tôt possible, car nous en avons vraiment besoin.

Nous proposons que le Collectif National adopte une lettre-communicé qui serait envoyée au directeur du C.N.O., au ministère et à tous les recteurs d'académie pour exiger la tenue de nos élections, nationalement début Décembre. Cette lettre devra être suivie d'interventions spécifiques dans chacune des AGE.

Mener à bien la bataille revendicative sur l'aide sociale nécessite de bien connaître le pourquoi des choses mais aussi de connaître la réalité de la situation dans chacune de nos AGE. A ce titre le questionnaire sur les oeuvres envoyé il y a deux semaines, nécessite que vous alliez dans vos CROUS, au service des bourses de votre faculté, pour récolter tous les renseignements dont la commission nationale aide sociale a besoin. Récupérer toutes ces informations nous fait découvrir dans chacune de nos AGE des réalités souvent bien surprenantes, notamment sur le nombre de chambres en cité universitaire ou d'étudiants exonérés etc ... Ce doit aussi être le point de départ d'une réflexion plus approfondie de l'AGE sur les questions sociales des étudiants et créer la commission aide sociale de l'AGE animée par un membre du bureau. Tous les questionnaires serviront de documents de travail aux stagiaires qui participeront au stage national "oeuvres universitaires - investissement de l'Etat" du week-end prochain les 25 et 26 octobre.

Je m'arrêterai un instant sur ce stage pour insister sur la nécessité que chaque AGE envoie des stagiaires. Notre organisation connaît mal tout ce qui touche à l'aide sociale. Ceci reste trop stéréotypé, trop coupé du reste de l'activité. Or, nous avons aujourd'hui les moyens de faire saisir à toute l'UNEF les imbrications grandissantes entre aide sociale et formation. Avoir dans chaque AGE plusieurs copains au stage le week-end prochain, c'est la garantie d'une meilleure prise en compte par l'organisation et ce sera un atout essentiel de notre campagne pour les CROUS.

Ce stage alliera une meilleure connaissance de la politique d'aide sociale, le fonctionnement des CROUS, notre intervention là-dessus. Ce sera un stage de qualité qui sera un investissement pour chacune de nos AGE..

Je vous propose de vous y inscrire d'ores et déjà durant le Collectif National et de nous communiquer les coordonnées de tous les copains susceptibles d'y participer.

On vient de le voir, les attaques portées à l'aide sociale vont dans le sens de la politique universitaire : élitisme, sélection, privatisation, moins formé. Les revendications, les luttes doivent grandir, mais dans chaque faculté, les attaques locales ne doivent pas être laissées pour compte.

Faisons en sorte que chaque problème individuel rencontré par des étudiants converge vers des batailles d'ampleur collective.

DE FAÇON A GAGNER, A ARRIVER AUX OBJECTIFS DU DERNIER COLLECTIF NATIONAL.

Rapport I.L.

- 1° La situation.
- 2° Les gds objectifs de la période
 - Semaine d'action du 20/21 oct.
 - 3 j. sur le Budget du 28 au 30 oct.
- 3° L'Orga
 - Les A.G. de rentrées

Antonio C. Situation sur Jussieu.

discussion

Laurence C.
(IXM) UNEF présente de cette période - mieux que l'an passé.
Un pb → pas de présence de les années sup.

Interv. en 1^o année : attente, écoute chez les étudiants. C'est de l'UNEF que partira l'action.

Psycho : étud. solaires (+ de la YL) qui ne sont pas mentionnées
littes par des polys et des aménagements d'horaire.

1^o Eco : Dossier d'exo qui se remplissent.

Délégation demain chez les directeur d'UFR pour ce sujet
l'exo. de leur D.

(2 nouvelles adhésions de redoublants qui sont venues sur la
base de l'activité de ~~de~~ l'an passé.)

Fred G.
(Bordeaux)

Rentrées en lettres → adhésions mais pas de vie de
ces associations.

De les IUT, mauvaise image issue des littes
de l'an passé → conséquence du fait qu'il n'y a
pas dans la démarche sur IUT (+ bataille
d'orga entre U. id et UNEF que sur les pls de
IUT.)

A.G. des Etud. avec une 50aine d'étudiants

Vie des assoc.
→ Part des
littes à mener
→ Rentrée Orga.
→ Objectifs à
atteindre.

P.G.
→

Ps pour l'UNEF, e'est qu'on connaît pas bien IUT.

C.N. 18/10/86
②

IUT → Secteur + en pointe sur la privatisation.
Interpénétration Entreprise / Université.

Le DUT est sujet à la précarité due à leur spécialisation pointue et les mutations fréquentes des Technologies (ds le domaine de la production.)

Les I.U.T. se vendent aux entreprises pour collecter la T.A. des Entrepr. Conjointement, elles augmentent leur Δ d'inscriptions. (C'est dû à un désengagement de l'Etat). Précarisation des DUT commerciaux si les entreprises ne sont pas concernées.

Autonne L.
(Montpellier)

EPS → distribution UNEF de tracts
RDU la semaine prochaine pour plate forme d'action.
lettres → Journée de Grève AFOS + FEN / SNESup.
Panneur → Quelques contacts.

Alain (Aix)

A.N.II → Budget Geo amputé d'1/3
le Département fait payer les Δ aux Géogr pour les sorties.

Les gens qui veulent s'inscrire en U.V. de Geo doivent payer les frs.

Eu Eco. → Δ. Inscript. : sup. de 100 frs.

Nouveaux classes en LEA / Institution de la Sélection en 1^o année, Certains Cours sont supprimés.

Pour l'UGEA 50 odhes. ds les Chaires + Rentrier.

Fred C. (I.I) Application de la loi Devopret en Δ/Eco avec la tentative de création d'Instituts.
Eu gestion, exam entre DEUG et 2^o Cycle.
Exemple d'Histoire / Geo.

Montpellier
→ Vait peu les étud. qd n'ont pas de syndicalisat°

Pas tp aspect de l'orga qui progresse.
→ Sep de pbs mais UNEF là dedans ?
Pas de Δ depuis en Sept.

fred
(SI) Manque de moyens → suppression en Info des Cours.
En Copaciti → Po pres supp. par TD.

E.N. 18/oct. 1986
3

Poitiers Tentative de ~~fixer~~ les Tarifs des Droits d'Inscription suivant les enseignements suivis (selection locale accorde
(→ On s'inscrit, suivant les moyens qu'on a, ds les enseignements)
Entrevue Inter Syndicale Recteur (Viel absente) sur ce pb.
→ Application de la loi Devogret avant le vote.
Le directeur d'UFR a du rembourser les D. + abolition des droits spécifiques

Se. Po. Selection aggravée : de + en + de demandes pour tjrs autant de places.
Selec. Soc. : pour passer l'examen d'entree, Cours prive a 15000 frs. . Droits d'Inscrip. a 850 frs.

Poitiers
Victoire mais
ou sont les
etudiants?

Financement prive : Accord Se. Po IBM sur des ordinateurs qui d'ores et deja sont vetustes!

Debouche des Diplomes → Contrats a durée limitée
→ Seules les 1^o années sont rentrees : Htes les rentrees sont faites par l'UNEF → n'ont aucun droit d'etud. rassembles sur pb specif (isolement de Se. Po - selection.)

Intervention privilegiee : Blocage des ~~formations~~ ^{D. Insc.rip.} (selection a l'entree)
→ Deto - Sec sociale - Bataille Aide sociale.
Rentrent complètement dans les 3j. de l'UNEF.
Jouer formidable pour rompre isolement Se. Po.

Yvan (EPS) Rentrees effectives
Rien ne s'est passe : SNEP appelle a la greve le 21.
(Cf Reunion SNEP/UNEF).

Pour les et d. : Lyon / Marseille / XI vont bouger.
(2b) Question : UNEF pas a l'initiative de ces luttes sur le CAPEPS.

Yvan
→

Obligation des AGE à reprendre le lecteur EPS

E.N. 18/10/86

Rempire l'isolement d'EPS, les Concours sur les pbs

(4)

Communs aux étudiants.

De +, le droit au sport est important à l'U. c'est critère de formation. (en Gdes Ecoles -> 6h de sports!)

Actions fortes à Montpellier en Novembre.

Bien lié EPS et pbs de l'U. / aux Sports -> élargir les revendications des Et. EPS. Sports -> pbs communs à tous les étudiants.

-> Gde journée sur le sport (SNEP / UNEF / UNESup. Cf revue).

Antoine L.
(Montpellier.)

LEA Espagnol -> Réaction des Et. pour accéder à l'année sup. (pas d'appl. de la règle 2/3 et 3/4).

Tous les étud. qui n'ont pas eu de dérogations assisteront pdt à aux cours de l'année sup.

Dominique B.
(FACiF)

1^o année où étud. en SUI paient leurs polys sur P.XIII.

UER Eco en baisse : 30% du Budget part de les Magistères -> Cours supprimés - TD surchargés - 86% d'écarts.

Etud. réagissent Paris type la question de l'orga, de la syndicalisation Qui est UNEF?

Pierre V.

Licence Bio E. si P 6.

Ds le cadre d'1 sélection les 1^o atteintes
- Et. Etrangers
- Salariés
- Redoublants etc...

C. Petit
(Arel)

Politique financière en Arel → Réduction budgétaire.
La collecte de la T.A. inféode de + en + Arel aux Entrepr.

Olivier N.
(Marseille)

Les administrations anticipent sur la loi.
Marseille → Eco 160 frs pour retirer son dossier
Droits spécif. de 500 (1^oC.) à 1000 frs (3^oC.)

• Licence Brochure qui abandonne leurs études par interdiction du redoublement → les nouveaux ét. en licence vivent leurs études ds l'organ.

• AG de rentrée → a décidé un 4 pages d'Info., une action sur le R.U. St. Charles.

Volonté de mener la lutte à son terme. Perspectives de gagner.

(Mener au bout l'action → Boycott du R.U. etc...)

Fred (Paris J) Structuration de l'AGF en Histoire et Gestion à partir de luttes (Socages aux examens, ~~de~~ une double correction a été obtenue.)

Luttes sur la création de T.A suppl. en Geogr. → permet de poser la question des moyens.

Ou ne décide pas de lutter parce qu'il y a une semaine d'action mais on utilise cette semaine pour développer les luttes et les élever au niveau de la riposte nécessaire à la situation.

Avec le souci de s'organiser autour de ces luttes. La construction des associations se fait en partant de nos adhérents, en retournant avec eux sur les pbs et en organisant les étud. à partir de là.

Journée du 21 Mal compris l'asp. en explique en se: notre position [contre la préve pour rentrer ds le land à l'Ud je presume. Sinon je ne vais pas pour ça.]

Rix

L'UNEF n'a pas une action uniquement défensive.

Alain (ST. Et.) Difficulté sur les chaînes.

decisions (de l'A.G.) Plapquettes pour informer les adhérents.
Création d'un journal (Bulletin Interne fait par tous les adhérents de l'UNEF.)

Fabienne S.
(Toulouse) Bon accueil pd ou intervient auprès des étudiants sur les ~~effets de la~~ conditions de la rentrée.

Sciences Soc. → Préparation de la rentrée. Axée sur le Budget.

J. Quentin
(P. XI) Droits d'inscriptions, Echécs, etc... Conditions d'études très dégradées.

A, Eco, AES → Ces UFR veulent se transformer en Institut.

Utilisation du matériel national pour motiver contre les tendances de Paris XI.

X.A. Il faut élever le niveau de bataille revendicative.

L'A.G. de rentrée comme moyen de réussir nos semaines d'action.

Y compris là où des pbs se posent, cela n'entraîne pas automatiquement la réaction des étud.

Dominique B.
(FAGIF) A.G. de Paris → s'est tenue le 10/10/86.

Projet de dynamiser après AEF de Paris avec Orsay (lier Collectif d'AGE - Créer Bureau d'AGE) avec à INALCO, Archi ou Sc. Po.

J.V. Depuis 2 congrès, objectif pour répondre à la situation: créer un mot étudiant.

Progression des les actions ~~de~~ de masses depuis Fév. 1986 (Marseille / Aix. Montpellier / Bordeaux. Aix. St. Etienne etc...)

Toutefois: faire la liaison entre l'année dernière et cette année dans nos lettres.

Repasser l'AG de Rentrée à Toulouse a conduit à ne pas pouvoir l'utiliser par faire rentrer l'age.

Face aux quest. au des étud. sur → comment faire pour poper! → Est-ce possible! Il faut reprendre le terrain des propositions + préciser secteurs/sectors etc...

(P.V.) → La Sécurité Soc. : la bataille de l'au passé a eu lieu dans l'UNEF. La mobilisation des étud. fut insuffisante. Mais aujourd'hui les étudiants le payent.
 → Se servir de cette expérience.

F. Soul.
 (Troubarek) Renforcer le syndicat durant les 2 pdes initiales.
 Développer l'info par les carriers.
 Aspect financier → On a ts les statuts pour financer correctement les ACE et l'Union Nationale.

Arnould
 (L.I) Les assemblées générales : H~~u~~ le monde ne vient pas (du au examen ppés - du aussi au fait qu'on n'intervient pas autour des études).
 On intégrera les étud. sur le terrain (1 au TD, à l'amp).
 → Travail des directeurs très précis.

Alain (Aix) Peu de militants sur les chaînes.

~~Sc. Po.~~ Sc. Po. Utiliser le matériel pour s'aider à aller voir les étudiants.

[Patrice L. — Conclusions]

- | Mettre le paquet.
- | Intensifier les luttes.
- | On en a les moyens.
- | La bataille comme en Mai / Juin.

Casser les freins qu'on se met nous-mêmes.

→ B.N. le 31/10/86
 () C.N. les 15.16/10/86

Collectif National

19 octobre 1986

→ Compte Rendu du Voyage de la
délégation UNEF/SYL/VVS en
Cisjordanie et Territoires Occupés de
Palestine (Olivier Peier.)

①

→ Compt Rendu Helvuki du 1^{er} au 6 octobre (N.R.)

→ UNEF. Inform (Man)

Propositions

(A. Lucif)

Chili : 29 octobre 1986 - Greve des Et. Chiliens.

Solidarité avec les étudiants → Voir quelle
modalité.

(Archi.)

12/13/14 Novembre à IX → activité de Solidarité avec la
Confed.

* Rapport Laurence Collin

Aide. Sociale

- 1°/ Désinvestissement financier de l'Etat de l'U. -> Conséquence sur l'aide sociale.
- 2°/ Historique de l'aide sociale.
- 3°/ Composition et Nature de l'aide sociale.
- 4°/ L'A.S. un enjeu pour notre formation.

5°/ La bataille revendicative (Mutuelle - Elections au CRous - Conseils de résidences.)

Travail d'orga sur l'aide sociale (Stage Aide sociale).

6°/ Conclusions - Débatte, redéfinir l'aide sociale.

Discussion

Arnaud (L.J.) Pas de Restau. U sur la foe. Lutte à l'ordre du jour pour améliorer les conditions de vie et d'études.

Antoine L. (Mautp.) Retard sur la question des Mutuelles. Attaque globale sur la question des mutualités.

Pas de R.U. Sur 2. VII
-> Cours entre 12 et 14^{h00} de prévues.
-> Les Et. ne mangent pas.

Des qu'il y a perspective d'Electian A.S -> Choc
-> Haro sur l'U. id.
-> Ou se place sur un pt très administratif. (Electian / Conseils) au électoral.

Manière de Couper l'A.S. de la Quest. des formations.

Toulouse Logement en C. tes. U 10% sur T.

Pb criant de logement (alors que des projets existent.)

1200 ét. qui demandent si être exauvés -> 200 le sont.

Eff du CRous -> ne se tient plus parce que le mandat des élus est achevé (depuis 8h) ! Plus de C.A., Arbitraire des décisions !

Comprendre l'exemple historique de l'A.S. sur les Mutuelles idem. Partir des Et.

Controverser la MEF à prendre position.



Aide Sociale Mutuelle
-> Il se pagnera sur les quest. à partir des Etud.
-> Si au présent l'A.S. ce n'est un pb en soi, ce est battu par le discours idéologique qui prouvent le fatalisme (serrez vous la ceinture vous étudierez mieux !)

Porter des attaques Aide Soc. Causep. sur les form. Struct. du Rapport Pas rhétorique -> Façon manière d'aborder l'A.S. de 2 ≠ : -> Bien la lire car un enjeu pour ce qui fait l'essentiel des étudiants (les études)

-> Eviter aussi les défenses individuelles au camp / camp, les batailles de Conseils qui ne servent à rien. ex. des conditions des Et. Etrangères qui est dû à la politique globale de Réduction des déboursés manque de moyen

e.N. 19/oct./1986

aide sociale

X.A. A.S. → Investissement de l'Etat.

Yvon R.U / Cite U → Lieu de vie sur les facs.
Etudier ds des Cand. décentes

3

Statut de l'Éhd. → jeunes trav. formation.

→ Or réduction des débouchés : U. adoj.

Le statut est remis en cause de fait.
Le statut est remis en cause de fait.
Le statut est remis en cause de fait.

L'A.S. est sa logique (Historique) va à l'encontre de lt cela.

Elle renforce le Statut, garantir la formation massive

Gilles P. Attention à ne pas pérorer la crise.

Yvon B. Restau.U. Médico. Sociale qui disparaît à Grenoble (sans pour autant perdre son titre)

P.V. L'aide sociale : élargissement de la notion.

(Ni. Se / peut-être un B.U. - Polys. → A discuter)

L'A.S. ça ne se discute pas seulement dans la Cite.U, sur le Restau.U → ça se discute ds les amf, partant où il y a des étudiants.

* Les moyens du syndicat

Dominique B. Action sur l'A.S. peut apparaître comme parachutée.

L. Collin Question de l'adhésion.

Renues (chedo.) Pionniat.

Propositions d'un stage : liaison Étudiants / Lycéens.

➡ PRENDRE R.D.V. avec Gervaudan (SNES).

Élection au B.N. —" départ de Joëlle Nalvy
élection de Dominique Bouillaud

C.N. du 19 octobre 1986

Conclusions

→ (2.L.)

(4)

Potentialités pour l'action et pour l'organisation des étudiants dans ces secteurs.

Cela exige de la détermination de la part des directions d'AGE.

Jouer donc les batailles du 20 au 27 oct. et des 3 j. au plan local. Utilisation du matériel (Campus, etc...) - Matériel local - Collecte - Syndicalisation → Ts les moyens pour gagner.

Les A.G. de Reunions.

Important de faire progresser les luttes.

Ou a la capacité de renverser le rapport des forces sur l'Université (ou de l'impliquer seulement.)

BUREAU NATIONAL DE L'UNEF

P P	Conf. 1	X
P P	Conf. 1	X
P P	Conf. 1	X
- -	/	/
- -	/	X
P P -	Conf. 1	X

LECLERC Patrice
 VILLARD Pierre
 AKNINE Xavier
~~GAYSSOT Serge~~
 MARKIDES Vincent
 SUNER Marianne

* * * *

AMENT	Obey
BAILLOT	Yvan
BARBANCEY	Pierre
BONNET	Olivier
BOUOALI	Khaled
CADORE	Eric
CASABONNE	Pascal
CECCI	Laury
CHAPEIRA	Antonio
CHEDOTAL	J.Christop.
COLLIN	Laurence
GALLICIER	Béatrice
GIOVANANGELLI	Pierre
GEISMANN	Frédéric
GUICHARNAUD	Vincent
LARUE	Sylvie
LEGER	Laurence
LEROU	Marc
LUCY	Antoine
MALVY	Joëlle
MARIN	Emmanuel
PETIT	Gilles
RAMOGNINO	Pierre
ROSSETTI	Marc
SOULAS	Fabienne

X	Conf. 1	-
X	Conf. 1	P P
/	/	-
X	Conf.	P P
/	/	-
X	/	-
X	/	-
/	/	-
/	/	-
X	Conf.	P -
X	Conf.	P P
X	Conf. 1	P P
X	/	- -
X	Conf.	P P
X	/	-
X	Conf. 1	-
X	/	- -
/	/	-
X	Conf. 1	P P
/	/	-
X	Conf. 1	P P
X	Conf.	P P
X	Conf.	-
X	Conf. 1	P P
X	/	P P

Samedi Nativ 30 p 15 AGE

a. midi 30p. (32) 15 AGE

Dimanche Nativ 31p. (34) 16 AGE (17)

a. midi 25p. (35) 14 AGE (18)

	<u>Prévu</u>	<u>Obj. Financiers</u>	<u>Présent</u>	<u>Suivi</u> 1986
1	PARIS -I PANTHEON	3 (Ramo/F. Gou Arnaud)		Fred G. Arnaud F.
	PARIS I SORBONNE	+1 peut-être	Conf. 3	1000 PA 280
	PARIS I TOLBIAC			<u>OK</u>
	PARIS II ASSAS	/	/	
	PARIS III CENSIER	1 peut-être	Conf. 1 D.	300
	PARIS IV	1 peut-être		300
	PARIS V	/	/	
2	PARIS VI	1 (Aurelia) +1 (!)	Conf. 6	800
	PARIS VII JUSSIEU	+1 (Anne V.)	(L.S.)	
	PARIS VIII ST DENIS			
	PARIS IX DAUPHINE	/	/	
3	PARIS X NANTERRE	1 (Laurent) +1 peut-être	Conf. 2	500 P.A.
	PARIS XI ORSAY	/		1 cop.
17	PARIS XI SCEAUX	/		250
	PARIS XII	1 (J. Quentin) +2 peut-être	Conf. 1	500 <u>OK</u> PA. 0
5	PARIS XIII VILLETAN.	4 (L.C./Christ./ Bauilleud Sophie)	Conf. 4	600 PA. ?
	PARIS XIV			L.C. Dominique B. (FAGIF) Sophie
6	SCIENCES PO	1 +1 peut-être		200 <u>OK</u> PA. 0
	PARIS XV			1 cop. 1 cop.
	E.P.S.	/	/	dans la semaine L. Collin
	MEDECINE	1 (Mohamed)	Conf. 1	
	PREPAS	/	/	Grenoble 20/21-10 (Yvan)
	ARCHI	1 (Petit) +1 peut-être	Conf. 2	250
18	INALCO	1 (Djihad)	Conf. 1 S	250 <u>OK</u> PA. 0
				Djihad
				J.R. Vendredi 24.10

HIAVRE

	Prévus		Objectifs finaux	Présents	Suivis
LYON	2 (Marc V. + 1)	Conf. 2	1000		7. S. ds la semaine
8 TOULOUSE	3 (Cadore / Casa / Fab.)		1000	PA 0	F.S.
9 BORDEAUX	2 (Isabelle + Fred)	Conf. 2	1500 OK	PA 250	F.G. Pierre-Yves
LILLE			1000	PA 80	22/23.10 7.R.
10 MONTPELLIER	1 (Luci) + 1 peut être	Conf. 1	800 OK	P.A. 0	A.L.
GRENOBLE	/	/	1000	PA 0	
STRASBOURG			300		Ramognus 24.10.1986
16 RENNES	1 (Chédotal) + 1 peut être	Conf. 1	800 OK	PA 140	Chédot.
11 MARSEILLE	2 (Olivier + Marc)	Conf. 2	1000 OK	PA 0	Olivier + Marc
12 AIX	1 (Pierre G.) + 1 peut être	Conf. 1 + Yanaich)	2000 OK	P.A.	1 cop.
NANCY	1 peut être	Conf. 1	1500	PA 90	X.A. J. 23.10
NICE	1 (?)	/	1000		
NANTES	1 (Dylvie G.) + 1 peut être	Conf. 1	500		
CLERMONT F.	/	/	-	-	-
DIJON			300		
ROUEN	/	peut être Après.	1000		
13 POITIERS	1 (Cardine)	Conf. 1	500		Corolue
TOURS	/	/	-	-	-
REIMS			500		Mercredi 29 oct. Laur. Collin
CAEN			300		

			obj. financier	Présents		Suivis
BESANCON			300			
AMIENS	/	/	-	-	-	-
BREST	1 (E. Corré.)	Couf. 1	500			
LIMOGES	2 (Vincent + Hérault)	peut-être D.	2000	PA 30		
ANGERS	/	/	-	-	-	-
14 SAINT ET.	1 (Gaspard)		1200	PA 0	1 cop.	
15 ORLEANS	2 (A. / ol B) Philippe Aurich	Couf. 2	1000	PA 130	Olivier B. 1 cop.	M.R. 20.10.86
PAU	1 peut-être		800	PA 20		
METZ	/	/	-	-	-	-
LE MANS	/	/	500			
VALENCIENNES	/	/	-	-	-	-
PERPIGNAN	1 (Brahim)		500 frs	PA 0		Mercredi 22.10 Fabrice S.
TOULON	/	/	-	-	-	-
CHAMBERY	/	/	-	-	-	-
MULHOUSE	/	/	-	-	-	-
AVIGNON			-			
CORTE	/	/	-	-	-	-
LE HAVRE	/	/	200			
Bourges						Mercredi Olivier B.

19/oct 1986

Distribution quotas

	<u>CANPUS</u>		<u>Cartes</u>		<u>Affiches</u>
LYON	4800	OK	2000		150
TOULOUSE	7200 / 1200	OK	3500 / 1000		200 / 100
BORDEAUX	6000 / 2400	OK	2500 / 2500		150 / 150
LILLE	4200 / 4200	OK	1500 / 1500		100 / 100
MONTPELLIER	3000 / 600	OK	1500 / 1500		100 / 100
GRENOBLE	3600 / 1200	OK	1500 / 1500		100 / 100
STRASBOURG	1800	Amoq.	1000		50
RENNES	4200 / 4200	OK	2000 / 2000		100 / 100
MARSEILLE	3000 / 1200	*	2000 / 2000		150 / 150
AIX	4800 / 1200	OK	2000 / 2000		150 / 150
NANCY	4800	OK	2000		100
NICE	3600 / 1200	OK	2000 / 2000		100 / 100
NANTES	2400	OK	1000		50
CLERMONT F.					
DIJON	1200	OK	500		50
ROUEN	2400	OK	1500		100
POITIERS	1800 / 600	OK	1000 / 1000		50 / 50
TOURS					
REIMS	1200	OK	500		50
CAEN	1200	OK	500		50

	<u>CANPUS</u>		<u>Cartes</u>		<u>Affiches.</u>
BESANCON	1200	OK	500		50
AMIENS					
BREST	1200	OK	500		50
LIMOGES	2400	OK	2000		100
ANGERS					
SAINT ET.	3000 / 600	OK	2000		100
ORLEANS	3000 / 1800	OK.	1500 / 1500		100 / 100
PAU	1800	OK + 1 poste	1500		50
METZ					
LE MANS	1800	OK + 1 poste	1000		50
VALENCIENNES					
PERPIGNAN	1200	OK	500		50
TOULON					
CHAMBERY					
MULHOUSE					
AVIGNON					
CORTE					
LE HAVRE	600	Dominique	500		50
	78000				

19 Oct. 1986

Distribution Dates

	<u>CAMPUS</u>	<u>Cartes</u>	<u>Affiches</u>
PARIS -I PANTHEON	4200 / 3000	2000 / 2000	100 / 50
PARIS I SCRIBONNE			
PARIS I TOLBIAC			
PARIS II ASSAS			
PARIS III CENSIER	1200 / 600 ?	500	50
PARIS IV	1200 / 600 ?	500 / 500	25
PARIS V			
PARIS VI	4200 / 600	1500 / 1500	100 / 100
PARIS VII JUSSIEU	+ 1800		
PARIS VIII ST DENIS	1800	500	50
PARIS IX DAUPHINE			
PARIS X NANTERPE	3200 / 1200	1000	100
PARIS XI ORSAY			
PARIS XI SCEAUX	1200 / 600	1000 / 1000	70 / 70
PARIS XII	3600 / 3600	1500 / 1500	100 / 100
PARIS XIII VILLETAN.	3600 / 3600	2000 / 2000	100 / 100
SCIENCES PO	1200 / 1200	500 / 500	20 / 20
E.P.S.			
MEDECINE			
PREPAS			
ARCHI	600	500	25
INALCO	600	500	25

Collectif FACIF (20 ans de copains) (L.V.)

Pour les 3 journées du 28/30. 10. 1986 → Faire par faire
(Mo pour LK et LKII).

→ Actions diverses globales.
pas de lettres de la rue.

- 3 axes : à tous les jours.
- le 28 → Rassemblement Chaudelles devant l'Assemblée
Conf de base
- le 29 → Distribution massive de Tracts des pts
chauds de Paris (50000 sur la R.P.)
- le 30 → Démonstration de la Rue des Conséquences du
désengagement financier de l'Etat.
Place de l'Opéra : Expos Truismes / TD surchargés
logements / etc...

Prend pas du H en compte la lutte des Etudiants
Croyer que des actions fais / fais se feront.

→ Brep de copains tirent vers le bas.
(L.V.) (Manque de présence au C.N.)

→ Aussi la RALiP est coupée de l'achivité
(L.V.) des ALiE Lorraines. (Comprenant la
RALiP car une ALiE supplémentaire.)

Sur la Navif,
rien n'est joué
Avoir sur place
aussi.

lettres fais / fais
débouchant sur
une lutte Lorraine
de la FACIF.

Saut au 21.10 → * Ai ça bouge p Marseille (bien planifié).
Limoges (Crabon Anse. de enen)
Grenoble. la semaine prochain)
Remes (cf dev).

* Après pas si Aix → Tour de l'Und (Roumex)

* Bordeaux, ai ça commence.

A suivre → Toulouse et Nice + les villes ai ça bouge déjà.

* Niveau priorité sur Paris.

Stage Aide Sociale

- Historique de l'A.S.
- A.S. : ateliers qui lui sont portés.
Lieu A.S. / Formation
- Propositions Batailles revendicatives
Chaus / 3 j. etc...

+ Pratique: Cto. U. de Nanterre jeudi.